

L'édito de l'Émancipation syndicale et pédagogique n°9, mai 2020

Le Président qui veut “réparer le lien abîmé avec l'Église” s'est entretenu avec les “représentants des cultes” les 23 mars et 21 avril. Il y a avancé l'idée d'un “Conseil national de la résilience” intégrant des représentants religieux. Avec la référence aux “Jours Heureux” dans son discours du 13 avril, Macron se lance dans le détournement récurrent de constructions historiques, certes idéalisées, mais qui avaient le mérite d'avoir favorisé des avancées sociales.

Ce “**Conseil national de la résilience**” sonne comme l'aboutissement de la revanche sur le Conseil National de la Résistance qui avait notamment imposé la naissance de la Sécurité sociale, qui avait elle-même assuré le financement sans crédit de la création des CHU par une augmentation régulière des cotisations ! Alors que le CNR avait permis aux syndicats d'être majoritaires aux manettes de la Sécu, le gouvernement Macron pourrait bien achever le projet des capitalistes et du clergé de reprendre la main sur les “bonnes œuvres”. Si la nouvelle et finalement très ancienne forme de gouvernance qui se profile n'apparaît pas clairement, elle continue d'avancer en pratique. Après le domaine de la Santé, c'est au tour de l'Éducation de subir les assauts des conquistadors des Services publics. Et tout le monde sait que derrière les conquistadors, les missionnaires suivent...

Au niveau mondial, les acteurs privés profitent de la crise et d'institutions gagnées à la cause telle l'UNESCO qui organise une “Coalition mondiale pour l'Éducation Covid 19” en appelant à utiliser massivement l'enseignement à distance. Dans cette coalition nous trouvons Microsoft, Google, Facebook, KPMG ou encore Zoom Video Communication... Dans l'esprit Commission Action Publique 2022, le gouvernement Macron devrait sans surprise ouvrir les portes à ce genre d'acteurs combinés aux startups développant des services dédiés à l'éducation comme Schoolmouv. Cette dernière met par exemple en avant l'échec des Espaces Numériques de Travail (ENT) pour proposer ses solutions. À ce stade il est encore possible pour Macron de brouiller les pistes en terme de respect de la laïcité entendue comme interdiction de faire du prosélytisme institutionnel, en promettant un cahier des charges exigeant des entreprises privées qu'elle ne fasse pas de prosélytisme, on sait ce que valent les promesses...

La perméabilité du gouvernement aux volontés de l'enseignement hors contrat

essentiellement confessionnel fait craindre le pire. Celui-ci a par exemple dernièrement cédé sur l'exigence que les lycéen•nes d'établissements hors contrat puissent bénéficier de la validation du bac par contrôle continu, alors que le non contrôle par l'État des programmes appelait la nécessité d'une épreuve permettant de tester leurs acquis.

Si Macron remet en selle la cure par la voie institutionnelle, celle-ci pourrait aussi renforcer son pouvoir directement par le biais de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) qui se substitue déjà aux Services publics délibérément affaiblis dans plusieurs domaines. Certain.es de ses acteurs/actrices se sont dernièrement illustré.es dans une tribune parue dans Les Échos le 24 avril. Cette tribune intitulée “Pas de monde d'après sans l'union de nos forces”, signée par des membres de l'ESS, du Medef ou encore d'un syndicat bien connu pour sa proximité gouvernementale et ses origines chrétiennes, réclame la formation de coalitions nouvelles entre pouvoirs publics, entreprises, organisations syndicales et société civile.

Bref, à chaque guerre son unité nationale et sa propagande constituée de récupération de concepts pour embrigader les troupes. Souvenons nous de ceux qui en leur temps ont transformé la fête des travailleurs et travailleuses en fête du travail... Pas de chair à canon ce coup-ci mais de la chair à patron et des mort•es pour faire tourner la machine et reconstruire les dégâts du capitalisme dont profitent les donneurs d'ordre. La Révolution ? Amène...

Serge Da Silva,
le 29 avril 2020